



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Effectifs de police affectés à la métropole de Rouen

Question au Gouvernement n° 4129

Texte de la question

EFFECTIFS DE POLICE AFFECTÉS À LA MÉTROPOLE DE ROUEN

M. le président. La parole est à M. Hubert Wulfranc.

M. Hubert Wulfranc. La mort d'un adolescent lundi, lors d'un affrontement, a choqué l'ensemble des habitants de la métropole de Rouen et s'ajoute malheureusement à la longue liste des drames que nous avons connus ces derniers temps.

Le jour même où a été rendue publique cette terrible information et par un cruel concours de circonstances, je recevais, monsieur le ministre de l'intérieur, votre réponse à l'une de mes demandes qui relayait les préoccupations de plusieurs maires de la métropole rouennaise et portait sur les moyens de prévention et de sécurité publique dans le périmètre Rouen-Elbeuf.

Vous m'indiquez avoir demandé au préfet de la Seine-Maritime de conduire une analyse précise, visant à s'assurer que l'évolution des affectations des policiers au profit du périmètre de Rouen-Elbeuf s'est bien traduite par une augmentation de la présence de voie publique. Dans le cas contraire, il sera procédé, ajoutez-vous, à des annonces de renfort d'effectifs pour 2022.

Malheureusement, l'actualité vient de confirmer la dégradation de la situation dans la métropole de Rouen et la nécessité de nouvelles mesures. Dans un premier temps, je vous demanderai d'être très attentif aux conclusions de la réunion d'urgence demandée par les maires de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly, et d'accélérer l'affectation de gardiens de la paix supplémentaires.

En second lieu, je souhaite que vous activiez, avec le garde des sceaux et la ministre de la ville, toute mesure visant à renforcer les moyens humains de prévention, en particulier ceux de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et ceux de l'éducation spécialisée de rue, dont les effectifs sont depuis trop longtemps sans rapport avec le nécessaire suivi de jeunes en rupture, exposés aux pires extrémités. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC et FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Je salue le ton et la solennité de votre question qui sied à la détresse d'une famille endeuillée que partagent l'ensemble des communes concernées, que vous représentez au Parlement.

L'enquête judiciaire vient de commencer, et je ne peux évidemment la commenter. Soyez assuré néanmoins que le garde des sceaux et moi-même, ainsi que l'ensemble des services de police, de gendarmerie et de

justice ont à cœur non seulement de retrouver les auteurs de ce terrible assassinat – il n'y a pas d'autre mot – mais aussi d'empêcher que cela se reproduise.

Le soir même de ce drame, j'ai fait affecter à votre agglomération une unité de forces mobiles (UFM) afin de calmer les rixes naissantes. Trente policiers de plus ce n'est peut-être pas suffisant. Ce qui est certain en revanche, et c'est l'objet et l'esprit de la lettre que je vous ai adressée, c'est que les efforts du préfet et des services de police porteront sur les effectifs de voie publique, des effectifs à l'écoute des habitants de ces quartiers qualifiés de difficiles, mais dans lesquels l'espoir est grand lorsqu'il n'est pas éteint par ceux qui ne respectent pas les règles de la République.

Je réitère donc mon engagement sincère d'affecter des effectifs supplémentaires si nous constatons qu'il n'y a pas assez d'effectifs policiers dans l'agglomération rouennaise pour œuvrer en coordination avec la PJJ, les acteurs sociaux et les communes.

Ce faisant, je ne m'inscris pas dans une logique de confrontation mais dans celle d'un renforcement de la sécurité des jeunes, auquel nous travaillons avec Jean-Michel Blanquer. Lorsque des adolescents et de jeunes enfants se battent à coups de barre de fer ou de couteau, ce n'est pas à cause de la police.

Quoi qu'il en soit, je vous tiendrai au courant des actions engagées, et vous pouvez compter sur la République pour lutter contre ces drames, malheureusement trop fréquents. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Hubert Wulfranc](#)

Circonscription : Seine-Maritime (3^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4129

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [16 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2021](#)